

CHRONIQUE  
Mathieu Bock-Côté

## Racisme anti-Blancs : le déni

Le rappeur Nick Conrad était à peu près inconnu il y a quelques jours, jusqu'à ce qu'on découvre son clip *PLB*, où il en appelle à « pendre les Blancs ». La formule, d'une violence extrême, a provoqué sans surprise une vive polémique, qui s'inscrit dans la longue liste des provocations antifrançaises caractérisant l'histoire d'un certain rap. On se souvient de Monsieur R qui, en 2005, disait « baiser la France », voulait la traiter comme « une salope » en plus de « pisser sur Napoléon et le général de Gaulle », de Rohff dans *Dirty Hous* qui disait : « J'ai baisé l'État depuis tout petit, j'ai pas encore craché » ou de Médine, plus récemment, qui s'enthousiasmait à l'idée de crucifier les

« laïcards comme à Golgotha ». On pourrait en évoquer bien d'autres.

Mais on passe ici du racisme pur et simple à l'appel au meurtre, ce qui pourrait suffire pour clore un procès qui n'est pas celui d'un genre musical mais d'une aversion pour la France qui vire à la haine raciale. L'abjection est totale lorsque est célébré l'assassinat des « bébés blancs ». Il y a là manifestement une quête de transgression qui doit aller jusqu'au bout d'elle-même et qui pourrait quitter un jour le simple domaine de la représentation « artistique ». On ne se vautre pas dans la tentation du mal radical sans réveiller la part la plus sombre du cœur humain. La civilisation construit des digues contre elle, mais certains font tout ce qu'ils peuvent pour les faire céder.

Mais cela n'a pas suffi à ébranler la certitude de ceux qui ont décidé une fois pour toutes que le racisme était à sens unique et que les Blancs en étaient toujours coupables, et jamais victimes : c'est même un élément central du dogme multiculturaliste. À la télévision comme à la radio, les militants communautaristes, déguisés ou non en universitaires, expliquent inlassablement que le racisme est un système d'exploitation lié à l'expansion européenne et qu'on ne saurait l'en dissocier. En gros, le racisme anti-Blancs serait une impossibilité logique à démonter. On comprend le message : le mâle blanc disposerait ainsi du triste monopole du mal structurel dans l'histoire. Les médias accordent à cette thèse tordue un écho indéniable, comme s'ils souhaitaient la normaliser.

Dans cet esprit, la haine raciale contre les Blancs, même si elle est condamnable, ne serait plus qu'un réflexe de survie, ou encore, pour ceux qui ont le plus de culot dans le déni, une manière d'appeler à l'aide contre une civilisation injuste envers ses minorités. C'est d'ailleurs la ligne de défense adoptée par Nick Conrad, qui a présenté sa chanson comme une entreprise pour réveiller les consciences devant le malheur historique du « peuple noir ». La racialisation des appartenances entretenue par une sociologie simpliste venue des États-Unis est désormais banalisée au nom de l'insurrection des banlieues. La France n'est plus une nation mais un territoire qu'on veut pousser vers la guerre des races.

Puisqu'un tel clip est indéfendable et qu'il y a des limites à prendre n'importe quoi pour de l'art, le parti diversitaire et les spécialistes du déni à son service ont misé sur une autre ligne de défense :

Nick Conrad serait un rappeur inconnu et il aurait eu vocation à le rester. Comme d'habitude, c'est la supposée « fachosphère » qui est accusée d'avoir sorti des marges une chanson qui aurait dû y demeurer pour monter de toutes pièces une controverse excitant ses obsessions idéologiques. Derrière la colère contre *PLB*, il n'y aurait rien d'autre qu'une xénophobie mal cachée, fouillant dans l'actualité pour trouver des faits divers l'alimentant. Nick Conrad ne serait qu'un pion dans la stratégie machiavélique de « l'extrême droite ». C'est moins ce clip qui devrait inquiéter que la réaction qu'il suscite. C'est le même argument qui est utilisé après chaque attentat islamiste : une fois l'attentat condamné de manière plus ou moins rituelle, on s'inquiète surtout de la réaction qu'il pourrait susciter dans la population.

Il faudrait dire clairement ce qu'on se contente généralement de chuchoter : il y a dans une certaine jeunesse issue de l'immigration une haine de la France qui s'inscrit dans une mouvance plus générale de partition du territoire, où se multiplient les zones se débattant à la fois à la souveraineté nationale et à l'identité française. Et ceux qui en appellent à la reconquête des territoires perdus de la France sont accusés de vouloir soumettre les banlieues au communautarisme majoritaire. Traditionnellement, le colonialisme consistait à vouloir imposer sa culture chez les autres. Dans la logique indigéniste et postcoloniale, cela consiste désormais à vouloir imposer sa propre culture chez soi. Le sens des mots est inversé. Dans cet esprit, la décolonisation n'arrivera à son terme que lorsque les Français seront considérés comme une communauté étrangère chez eux.

100 000 citations  
et proverbes sur [evene.fr](http://evene.fr)

### ENTRE GUILLEMETS

29 septembre 1571 : naissance à Milan du peintre le Caravage.



Stendhal

Le Caravage, poussé par son caractère querelleur et sombre, s'adonna à représenter les objets avec très peu de lumière

ANALYSE  
Jean-Pierre Robin  
jprobin@lefigaro.fr

## Trump a-t-il pour objectif d'affaiblir l'économie mondiale ?

États-Unis contre le reste du monde : le match qui se joue depuis l'élection de Donald Trump est inédit, ce qui contribue à en accroître l'incertitude. Le slogan du président américain « America first », l'Amérique d'abord, paraît certes banal et légitime à la fois : quel chef d'État ne dirait pas à ses concitoyens que leur pays est sa priorité ? Mais les choses se compliquent singulièrement compte tenu des responsabilités très spéciales, politiques et économiques, de fait et de droit, que les États-Unis exercent. Voici deux exemples parmi une bonne douzaine de ces « privilèges exorbitants » de l'Amérique : l'hégémonie du dollar et le rôle dominant que ses multinationales jouent dans les échanges mondiaux. Il faudrait y ajouter l'extraterritorialité du droit dont l'embargo sur l'Iran est la dernière illustration.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le billet vert n'a cessé d'être la clé de voûte du système monétaire international. Il l'était de façon institutionnelle lorsque les accords de Bretton Woods de 1944 lui ont accordé, à lui seul, la convertibilité en or. Il l'est resté après que le président Nixon eut dénoncé unilatéralement, le 15 août 1971, cette convertibilité devenue insoutenable avec les déficits budgétaires liés à la guerre du Vietnam. Or depuis que les monnaies flottent librement sans aucune référence au métal jaune, le dollar constitue le véritable ancrage pour les autres, du fait de la puissance écrasante de Wall Street et de ses banques.

En même temps Washington – le Trésor américain et la Fed, la banque centrale qui siègent à quelques encablures de la Maison-

Blanche – n'a jamais voulu reconnaître les charges inhérentes à son rôle de chef. « *Le dollar est notre monnaie, mais c'est votre problème* » : la formule cynique de John Connally, secrétaire au Trésor dans les années 1970 (il s'adressait aux Européens) demeure plus que jamais d'actualité. En ce début d'automne où la Turquie, l'Argentine, le Brésil mordent la poussière, la Fed prendra-t-elle en considération les pays émergents endettés massivement en dollars ? On peut en douter à voir les récentes hausses des taux américains. En matière commerciale la place des entreprises yankees est tout aussi névralgique. La devise d'Apple, inscrite sur chaque iPod et chaque iPad,

Trump considère que la vie économique, loin de reposer sur des gains mutuels – gagnant-gagnant –, est un jeu à somme nulle

le proclame sans fausse modestie : « *Designed by Apple in California, assembled in China* ». Conçu en Californie et fabriqué en Chine, qui se trouve ravalée au rang d'exécutant. Mais la lame est à double tranchant et il était dans l'ordre des choses que les chefs d'entreprise de la Silicon Valley se rendent l'autre semaine en cortège à la Maison-Blanche pour exprimer leurs inquiétudes. Les patriciens romains savaient que s'ils voulaient dormir tranquilles il leur fallait bien traiter leurs esclaves. Une entreprise donneuse d'ordres se doit de respecter ses sous-traitants, fussent-ils Chinois.

La requête des patrons a été vaine puisque de nouveaux tarifs douaniers ont finalement été décrétés, portant sur

200 milliards d'importations de « made in China ». Donald Trump fait le pari que les effets en seront ressentis plus durement par les ouvriers de Shenzhen que par les acheteurs de l'Ohio (qui devront payer plus cher leurs smartphones tout comme les prix de leurs machines à laver ont déjà augmenté de 20 %).

Il y a une part d'habileté et une ambition à moyen terme qui méritent considération. L'Administration Trump continue de négocier avec Xi Jinping, et elle anticipe que plus la conjoncture économique chinoise s'affaiblira et plus Pékin acceptera de faire des concessions. Par ailleurs le président « Twitter » semble avoir enfin compris qu'il valait

mieux concentrer sa puissance de feu sur les Chinois et mettre la pédale douce avec le Mexique, le Canada et l'Europe. Malgré tout, les partenaires

de l'Amérique sont tous déstabilisés. L'Europe par l'embargo envers l'Iran, les pays émergents par le ralentissement de la Chine dont ils sont dépendants pour leurs ventes de matières premières. Seule l'économie américaine est épargnée, dopée par les baisses d'impôts, la relance des travaux d'infrastructure et le rapatriement des capitaux de ses multinationales.

Plus fondamentalement, Trump considère que la vie économique, loin de reposer sur des gains mutuels – gagnant-gagnant – est un jeu à somme nulle. Son autre slogan fétiche, « *Make America great again* », implique que la grandeur de l'Amérique se fera en abaissant les autres. Étrange doctrine qui revient à démolir le credo classique de l'économie de marché.

FIGARO VOX

●●● POLITIQUE  
« Macron parle beaucoup mais convainc peu », l'analyse d'Arnaud Benedetti

●●● SOCIÉTÉ  
« Les personnes handicapées ne sont pas prises en compte politiquement », entretien avec Clotilde Aubet, auteur d'« Intermittente du fauteuil »

Les rencontres  
du FIGARO

RENCONTRE AVEC  
FRANÇOIS-XAVIER  
BELLAMY

le jeudi 18 octobre  
2018, 20 heures  
Salle Gaveau.  
Réservations :  
01 70 37 31 70 ou  
[www.lefigaro.fr/rencontres](http://www.lefigaro.fr/rencontres)

